

rêts divergents des producteurs voueraient à l'échec toute tentative d'embargo et les forceraient à se faire concurrence, donc à réduire le prix du pétrole, et certains décisionnaires semblent avoir agi en conséquence.

Vu l'accroissement de la demande, la hausse du prix du pétrole ne pose pas d'obstacle à l'augmentation de la production. D'autre part, quelques-uns des principaux exportateurs, dont la Libye, le Venezuela et le Koweït, ont délibérément réduit leur production depuis deux ou trois ans déjà, pour des raisons principalement d'ordre financier. Leurs immenses réserves dépassaient considérablement leurs besoins; la dévaluation rapide des devises rendait moins attrayante l'idée de constituer des réserves de devises étrangères et l'on prévoyait, sans doute avec clairvoyance, que la hausse des prix du pétrole au cours de la prochaine décennie dépasserait le taux qu'on pourrait raisonnablement fixer pour le calcul de l'accroissement des bénéfices futurs par rapport aux bénéfices du moment. A cela s'ajoutait l'argument selon lequel, étant donné la faible élasticité de la demande de pétrole et la forte élasticité des revenus, on pouvait tirer de plus gros bénéfices tout en réduisant la production.

L'Arabie Saoudite détient la clef

Les deux plus grands producteurs, l'Iran et l'Arabie Saoudite, ainsi que d'autres moins importants, tels Abu Dhabi et Oman, ont rejeté cet argument, tant parce qu'ils possédaient d'immenses réserves de pétrole que pour des considérations de politique générale. Au début de 1973, il était déjà clair que l'Arabie Saoudite détenait la clé du marché du pétrole, car elle avait à elle seule non seulement les réserves voulues mais aussi la volonté d'accroître suffisamment sa production pour répondre à la demande mondiale. Notons que le rôle de l'Iran n'en était pas moins très important. Le renforcement de la puissance pétrolière de l'Arabie Saoudite s'est accompagné d'une influence accrue au sein des conseils arabes et d'une plus grande disposition à jouer la carte du pétrole. Jusqu'à la mort de Gamal Abdel Nasser survenue en 1970, le roy Fayçal avait hésité à mettre son pétrole et ses ressources financières au service d'une politique dont les avantages profiteraient surtout à un homme qu'il craignait et en qui il n'avait pas confiance. Ses relations avec le président Anouar Sadate ont été beaucoup plus amicales, et il est vraisemblable que la nouvelle victoire d'Israël en 1967 ait éveillé sa colère et ses inquiétudes. De là, les avertissements faisant entendre depuis un an qu'il

emploierait, s'il le fallait, le levier du pétrole pour amener les États-Unis et leurs alliés à modifier leur attitude pro-israélienne.

Depuis le début de la guerre israélo-arabe d'octobre dernier, les producteurs de pétrole ont adopté deux mesures de nature bien différente. D'une part, ils ont haussé le prix du pétrole qui est passé de \$2.59 le baril, au début de 1973, à \$5.11 en octobre, pour atteindre \$11.65 à la fin de décembre, soit plus du double en deux mois, en faisant présager de nouvelles augmentations. Leur motif dans ce cas paraît être purement d'ordre financier — soit de profiter d'une situation favorable pour en retirer d'importants bénéfices. A cet égard, les producteurs non arabes (Iran, Venezuela, Nigéria et Indonésie) ainsi que les producteurs latino-américains moins importants se sont mis au pas. La seule question qui se pose dorénavant est de savoir jusqu'où le prix pourrait grimper. Étant donné l'écart considérable entre le prix du pétrole aux sources dans le golfe persique et celui des produits vendus aux consommateurs, différence résultant des coûts du transport, du raffinage, de la distribution et, encore plus, des impôts élevés que prélèvent les gouvernements des pays consommateurs, et vu aussi l'impossibilité de remplacer le pétrole dans certains services comme le transport, ainsi que la cherté et la pénurie d'autres combustibles, il semble bien que d'importantes hausses soient encore à prévoir.

Mais il n'est pas du tout certain que les producteurs de pétrole voudront tirer le plus de bénéfices possible et profiter au maximum du jeu de l'offre et de la demande qui leur est favorable. D'abord, parce que chaque hausse des prix du pétrole réduit non seulement la consommation, mais stimule la recherche de produits de rechange, soit d'anciennes sources telles que la houille et la gazéification du charbon soit de nouvelles comme les schistes et les sables bitumineux, l'énergie nucléaire et solaire. Ensuite, même aux prix actuels, les producteurs de pétrole sont en train d'accumuler d'énormes réserves de devises étrangères se chiffrant à des dizaines de milliards de dollars et dépassant de loin, dans la plupart des cas, leur capacité d'absorption; la constitution d'aussi vastes réserves en espèces inquiète sérieusement les milieux financiers et même les autorités des pays producteurs. Enfin, ainsi que le soulignait récemment le schah d'Iran, les exportateurs de pétrole ne souhaitent pas le moins du monde la destruction de l'économie occidentale, puisqu'elle entraînerait l'effondrement de la leur, appréhension qu'au moins les gouvernants de l'Arabie